

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Françaises, Français,

Durant les sept prochaines années, la France devra affronter de graves défis.

Le monde dans lequel nous vivons devient chaque jour plus

périlleux, la place de la France chaque jour plus menacée.

L'affaiblissement de notre économie, s'il se poursuit, et le déclin démographique qui nous menace risquent de compromettre les valeurs auxquelles nous sommes attachées, la solidarité entre les Français et jusqu'à l'existence de nos régimes de protection sociale.

La France ne peut relever ces défis qu'en prenant une voie

nouvelle.

Je lui propose le renouveau.

Envers toutes celles et tous ceux qui sont déçus par le bilan du septennat qui s'achève,

Envers toutes celles et tous ceux qui refusent l'aventure,

Je prends aujourd'hui des engagements fermes.

Je m'engage à relancer la croissance pour créer des emplois nouveaux, de vrais emplois productifs dans nos entreprises industrielles, agricoles, artisanales ou commerciales et non point à partager le chômage ou à répartir la pénurie comme on nous le propose actuellement.

Pour cela, je m'engage à libérer notre économie des charges inutiles et des réglementations excessives. Je m'engage, par exemple, à supprimer tout de suite la taxe professionnelle.

Je m'engage à diminuer le poids de l'impôt pour tous les Français et notamment à exonérer totalement de l'impôt sur le revenu ceux qui ont moins de 5000 F de salaire ou de retraite par mois et à prendre les mesures nécessaires pour que l'inflation n'alourdisse pas la pression fiscale, comme c'est le cas, depuis des années, principalement pour les cadres.

Je m'engage à réduire les prélèvements de la collectivité sur ce que produisent les Français, et à faire des économies réalistes sur le

budget de l'Etat.

Je m'engage à donner un nouvel élan de justice et de solidarité : pour les personnes âgées, auxquelles la collectivité nationale doit garantir la sécurité et la dignité; <u>pour les jeunes</u>, à qui je propose le droit au travail, le droit à la formation, le droit au logement; <u>pour les familles</u> qui recevraient, à partir du troisième enfant, un salaire d'éducation.

Je m'engage à fonder une vraie démocratie du quotidien par la participation et le référendum; une démocratie enfin décentralisée, qui s'appuie sur la réalité et la force de nos régions; une démocratie où chacun joue son rôle, où les femmes assument pleinement leurs responsabilités et puissent apporter leur part de générosité et d'imagination.

Je m'engage enfin à rendre à la France le rang où le Général de Gaulle et le Président Pompidou l'avaient hissée. Il faut renforcer notre effort de défense. Il faut tenir un langage clair, celui de la

fermeté et de l'indépendance, seul garant de la paix.

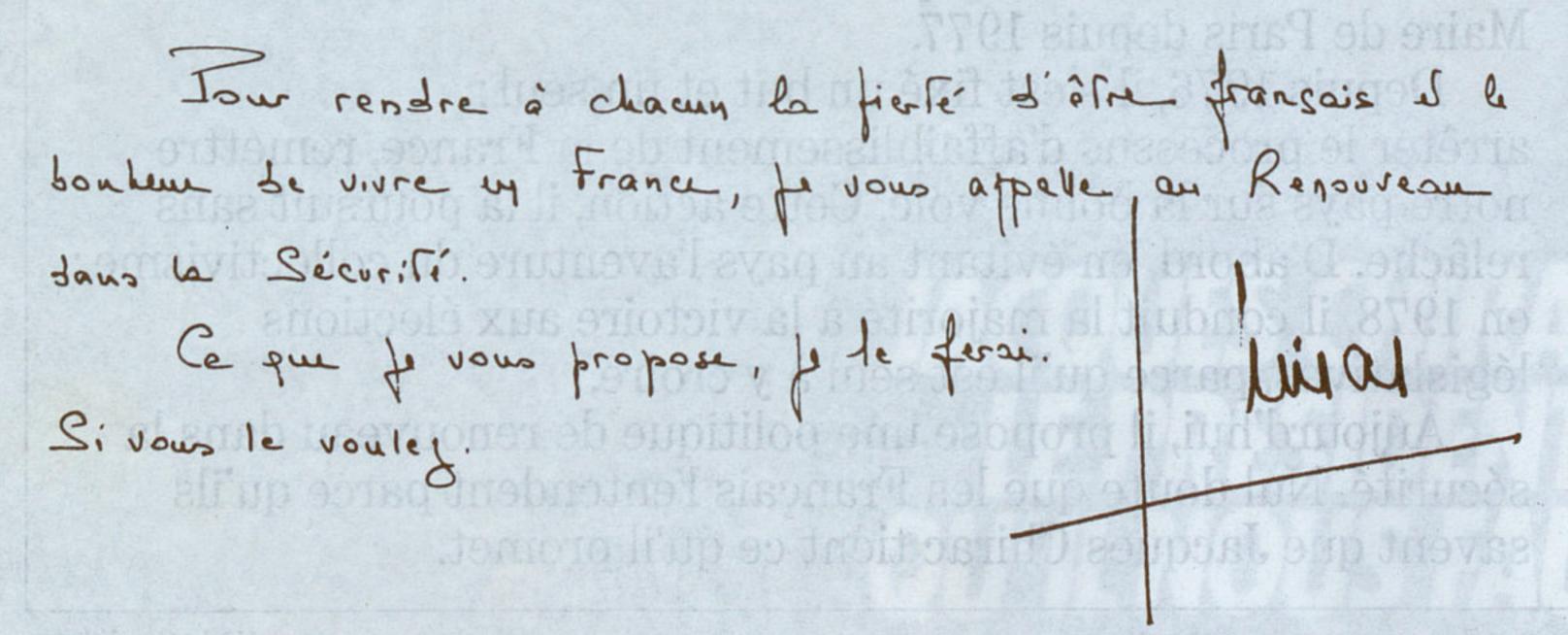
Je m'engage à porter le message historique de la France, celui de la liberté, des droits des peuples, des droits de l'Homme.

Mais il ne saurait y avoir de renouveau sans sécurité.

La sécurité, c'est d'abord la stabilité politique. Si vous me faites confiance, je disposerai d'une majorité à l'Assemblée nationale qui, sans exclusive, se regroupera pour soutenir mon action.

La sécurité, c'est aussi l'exercice sans faiblesse de l'autorité de l'État républicain qui doit garantir aux citoyens le respect de leur personne et de leurs biens et la tranquillité de la vie quotidienne.

La sécurité, c'est enfin l'union et le rassemblement des Français. Il n'y a de sécurité que dans l'adhésion du plus grand nombre à une action collective, à une commune ambition.



Jacques Chirac est né à Paris, le 29 Novembre 1932. Toute sa famille est originaire de la Corrèze, où il a ses racines.

Marié en 1956 avec Bernadette de Courcel, nièce d'un des premiers compagnons du Général de Gaulle en Juin 40,

Jacques Chirac a deux filles, Laurence et Claude.

Très tôt, il s'engage au service de l'Etat et au service de la France. Il fait ses études aux Sciences Politiques, puis à l'Ecole Nationale d'Administration. En 1954, il effectue son service militaire. Sorti de Saumur, il demande à être envoyé en Algérie où il sert deux ans.

Sous-lieutenant de Chasseurs d'Afrique, Jacques Chirac est blessé et décoré de la Croix de la Valeur Militaire.

A son retour, il est nommé Auditeur puis Conseiller référendaire à la Cour des Comptes. A 31 ans, il entre au Cabinet du Premier Ministre Georges Pompidou qui lui

témoigne une amitié qui ne se démentira jamais.

Elu député de la Corrèze en 1967, Jacques Chirac est appelé aussitôt par le Général de Gaulle à siéger au Gouvernement comme Secrétaire d'Etat à l'Emploi. Il occupe ensuite les fonctions de Secrétaire d'Etat aux Finances, Ministre chargé des relations avec le Parlement, Ministre de l'Agriculture, Ministre de l'Intérieur.

En 1974, il est nommé Premier Ministre. Le 25 Août 1976, en désaccord profond avec la politique du Président de la République, il décide de mettre fin à ses fonctions.

Constamment réélu député de la Corrèze, Jacques Chirac est

Maire de Paris depuis 1977.

Depuis 1976, il s'est fixé un but et un seul: arrêter le processus d'affaiblissement de la France, remettre notre pays sur la bonne voie. Cette action, il la poursuit sans relâche. D'abord, en évitant au pays l'aventure du collectivisme: en 1978, il conduit la majorité à la victoire aux élections législatives, parce qu'il est seul à y croire.

Aujourd'hui, il propose une politique de renouveau dans la sécurité. Nul doute que les Français l'entendent parce qu'ils

savent que Jacques Chirac tient ce qu'il promet.

Vu le Candidat